

ÉTUDES DE CAS

CONFLITS ARMÉS ET LE DÉFI DE LA FAIM
MALI ET SOUDAN DU SUD



welt
hunger
hilfe

CONCERN
worldwide

SOMMAIRE



INTRODUCTION 3

MALI : FAIM, HARCÈLEMENT ET ESPOIR 4

SUDAN DU SUD : BÉTAIL, CONFLITS ET STRATÉGIES D'ADAPTATION 14

Cette publication est un supplément de l'Indice de la faim dans le monde 2015 et est publiée par Concern Worldwide, Welthungerhilfe et ACTED.

INTRODUCTION

L'Indice de la faim dans le monde 2015 (GHI) le confirme : la faim touche 795 millions de personnes, et 52 pays à travers le monde connaissent des niveaux de faim « graves » ou « alarmants ». Dans un monde d'abondance, des millions de personnes souffrent quotidiennement de la faim. À la fin de l'année dernière, on comptait près de 60 millions de personnes déplacées de force en raison de persécutions, de conflits armés, de violences ou de violations de leurs droits humains. En outre, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants innocents vivent quotidiennement les horreurs des conflits armés.

Dix ans après la première édition de l'Indice de la faim dans le monde, il est temps de se concentrer sur les liens qui lient les deux tragédies humaines que sont la faim et les conflits armés. Les situations de famine ne peuvent que s'aggraver quand les communautés affectées sont également en proie à des conflits violents qui éloignent ses membres de leurs foyers et de leurs terres, bouleversent leur calendrier de plantations, détruisent leurs récoltes ou entraînent la destruction des récoltes. Bien que de grands progrès aient été faits en matière de lutte contre la faim, la communauté internationale continue de se battre pour une résolution des conflits aussi rapide que possible, de manière à minimiser la faim et le besoin d'actions humanitaires.

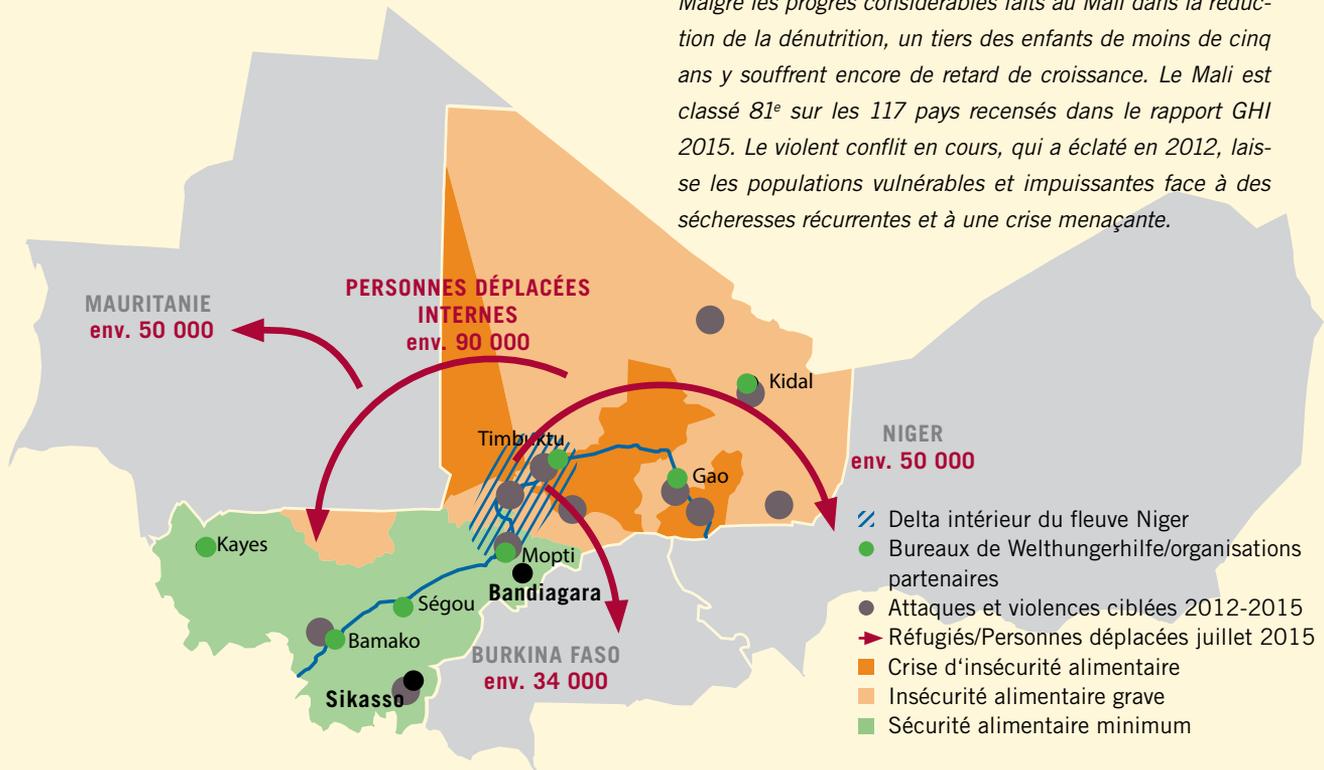
Les ONG Concern Worldwide et Welthungerhilfe sont déployées dans des régions parmi les plus reculées et difficiles de la planète, là où la faim et les conflits armés sont imbriqués. Dans les pages qui suivent, nous examinerons plus précisément les liens entre ces deux phénomènes au Mali et au Soudan du Sud.

Depuis longtemps, ces deux ONG mettent en place des programmes humanitaires et de développement sur le long terme. Welthungerhilfe travaille au Mali depuis 1968 tandis que Concern Worldwide est présente au Soudan du Sud depuis 1994, travaillant majoritairement dans la région de Bahr el-Ghazal.

Dans l'un et l'autre pays, le travail se heurte à plusieurs difficultés caractéristiques des États dits « fragiles » : faible gouvernance, crises prolongées, risques environnementaux cycliques, insécurité, infrastructures sous-développées et fragilité de la société civile, dans le cas du Soudan du Sud. Dans ces deux pays, les habitants font preuve d'une passion et d'une capacité de résilience impressionnantes face à des épreuves immenses. Les pages qui suivent rendent compte des défis auxquels ils sont confrontés, et de leur lutte quotidienne pour les surmonter.

MALI : FAIM, HARCÈLEMENT ET ESPOIR

Malgré les progrès considérables faits au Mali dans la réduction de la dénutrition, un tiers des enfants de moins de cinq ans y souffrent encore de retard de croissance. Le Mali est classé 81^e sur les 117 pays recensés dans le rapport GHI 2015. Le violent conflit en cours, qui a éclaté en 2012, laisse les populations vulnérables et impuissantes face à des sécheresses récurrentes et à une crise menaçante.



ENTOURÉ DE DUNES DE SABLE, le petit village de Toya, au sud-ouest de Tombouctou, est situé à proximité du fleuve Niger, dans le désert du Sahara, qui occupe la partie nord du Mali. Les habitants dépendent du fleuve pour leur survie : ses affluents leur permettent d'irriguer les champs, ils y pêchent et font paître leur bétail le long de ses berges.

En 2012, la vie quotidienne a été brutalement chamboulée avec l'entrée dans le village d'insurgés violents, attaquant ceux qui n'avaient pas pu fuir. Hadi Mahamane, soixante-cinq ans, raconte ce qu'elle a vécu : « J'ai tenté de fuir moi aussi. Mais j'ai bientôt été à court d'argent, et j'ai dû revenir après seulement deux mois. Je suis retournée chez moi, où je me suis occupée de mes petits-enfants. Nous étions dix dans la maison, à vivre de ce qui avait été laissé au village et grâce à la solidarité de nos voisins. Ceux qui avaient un mouton ou un sac de riz le partageaient. Jardiner était impossible. Les femmes avaient le droit de quitter la maison, mais le cœur n'y était pas. Comme ils étaient faibles, j'ai amené les enfants au centre de santé local. Là, on m'a dit qu'ils n'étaient pas malades : ils avaient faim. » L'histoire d'Hadi Mahamane en dit long sur la crise récente au Mali, qui a vu femmes et enfants isolés dans leurs maisons pendant que les hommes partaient en quête d'argent et de nourriture. D'autres ont fui de honte, n'ayant aucun moyen de s'opposer aux armes des rebelles et se voyant contraints d'assister au harcèlement de leurs épouses et leurs enfants par les insurgés.

La sécurité se détériore au nord

Les territoires du nord du Mali sont tombés sous le contrôle de séparatistes touareg suite au coup d'état militaire qui a renversé le gouvernement en mars 2012, mené par des officiers subalternes. Mécontents de l'inaction du gouvernement, ces derniers s'estimaient sous-équipés pour la lutte contre la rébellion touareg au nord qu'ils menaient depuis janvier 2012. Traditionnellement, les Touaregs mènent une vie nomade et pastorale, entre le Sahara et le nord du Sahel. En avril 2012, des séparatistes touareg ont fait alliance avec des réseaux criminels et des groupes extrémistes islamistes, profitant de la faiblesse du pouvoir central pour attaquer les principales villes du nord et avancer vers le sud.

Au début des violentes insurrections au nord, près de 4,6 millions de Maliens souffraient déjà d'insécurité alimentaire et nutritionnelle causée par la faiblesse des précipitations en 2011 (OCHA, 2012). Cette sécheresse, combinée avec le retour de Libye de soldats touareg sans emploi et lourdement armés, a fini par déclencher la crise au nord. Les Touaregs se sont toujours battus pour plus d'autonomie au nord, et revendiquent l'indépendance de l'Azawad, territoire touareg traditionnel à cheval entre le Sahara et le Sahel. Cette revendication remonte à l'époque coloniale. Dans les quelques jours suivant le début de l'insurrection et avec le soutien des islamistes extrémistes, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), à domination touareg, a envahi Gao, Kidal et Tombouctou. Les extrémistes ont ensuite pris le pouvoir et imposé leur propre loi islamique aux populations locales. De nombreuses violations des droits humains ont été rapportées. Les violations perpétrées alors ont érodé la cohésion sociale et sapé le respect de l'État de droit.

« Quand les rebelles du MNLA ont envahi Toya en avril 2012, ils ont pris tout ce qu'ils ont pu trouver : des pompes à moteur, du carburant, des motos,



« Nous vivions, nous étions physiquement présents, mais la peur nous paralysait. Je ne mangeais jamais à ma faim pour pouvoir nourrir les enfants – mais ça n'était pas assez. »

Hadi Mahamane

habitante de Toya, petit village au sud-ouest de Tombouctou

4,1%
de la population malienne souffre de **sous-alimentation**

12,7%
des enfants de moins de 5 ans souffrent d'**émaciation**

38,3%
des enfants de moins de 5 ans souffrent de **retard de croissance**

12,3%
des enfants **meurent** avant d'atteindre 5 ans

Carte page 4 : Sécurité alimentaire : CILSS Juin 2015 ; violence et attaques ciblées 2012-2015 : ACLED 2015 ; réfugiés/personnes déplacées : UNHCR juillet 2015.

des outils... Les gens avaient vraiment très peur. Certains ont fui, d'autres se sont enfermés chez eux. Personne n'a vraiment pu dormir », décrit le chef du village, Yacouba Mahamane Touré. « La majorité des villageois sont des fermiers, qui vivent de l'agriculture. Tout le monde cultive la terre, même les Peuls, essentiellement éleveurs de bétail et les Bozos, pêcheurs. Mais là, personne ne cultivait plus, même ceux dont on n'avait pas volé les outils. Nous avions tous peur d'aller dans nos champs, près du village. Ceux qui vivaient à l'écart, un peu isolés, ont trouvé refuge dans notre village. Le bétail était très convoité : les rebelles prenaient souvent nos bêtes pour leur consommation personnelle ».

Pendant les neuf mois d'occupation du nord, les stocks ont été consommés avec parcimonie, et n'ont pas été vendus. L'essence et les pompes à eau pour l'irrigation des rizières et des terres ont été retirées ou vendues contre de l'argent. Les champs cultivés ont été abandonnés, les engrais chimiques restreints et les infrastructures – comme les digues destinées à empêcher une crue du Niger – sont restées inutilisées. Les animaux d'élevage ont été dérobés ou sont morts de faiblesses et de maladies du fait du manque de mouvement, de la restriction des pâturages et de l'absence de services vétérinaires. Les pêcheurs et les personnes travaillant à leurs côtés ont perdu leurs moyens d'existence. Les agents administratifs – notamment les policiers et instituteurs – ont fui. Les flux monétaires ont cessé ; banques et magasins ont fermé. Les projets de développement ont été suspendus.

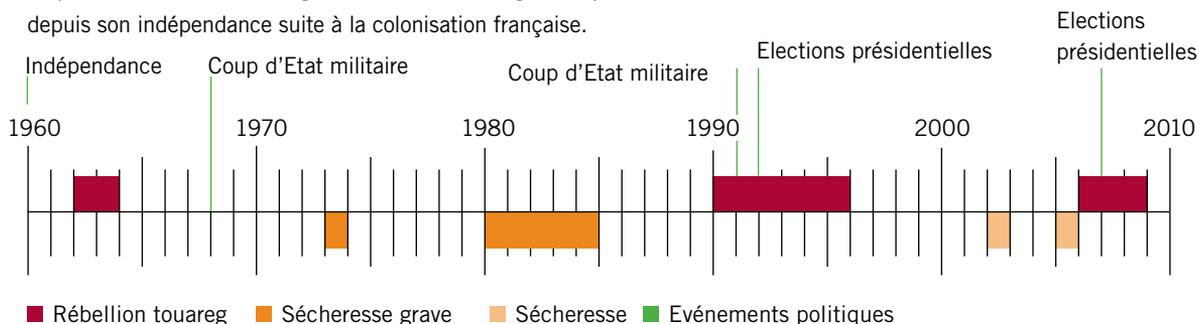
Les femmes ont été particulièrement touchées. « Avec les règlements et les codes vestimentaires stricts des rebelles, nous avions vraiment très peur, et ne sortions quasiment jamais. Nous étions forcées de rester à la maison. Alors, nous n'avions pas suffisamment d'eau et d'aliments chez nous. Nous devons faire avec le peu que nous avons pour survivre. La plupart d'entre

nous est passé de trois à un seul repas par jour. Il n'y avait pas de légumes », explique Fatimata Dicko, leader communautaire au centre de santé de Kabara, village à 7 km au sud de Tombouctou. Les enfants se sont tellement affaiblis que beaucoup ont succombé de diarrhées ou de fièvres. Environ un quart des 45 000 habitants de Tombouctou a fui en 2012 (OCHA, 2013).

En janvier 2013, l'armée malienne, soutenue par les troupes françaises, a repris le contrôle des territoires du nord des mains des extrémistes. La population a alors célébré sa « libération ». Une Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (AFISMA) a rapidement été mise sur pied, avant de devenir la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), mission de maintien de la paix des Nations Unies impliquant 12 000 personnes. Pour restaurer une démocratie constitutionnelle, des élections présidentielles, organisées sous une intense pression internationale, se sont tenues en juillet 2013. Des négociations de paix, entamées en 2013 au Burkina Faso et rompues à plusieurs reprises, ont débouché à l'été 2014 sur un accord de cessez-le-feu – lui aussi instable. En juin 2015, après des mois d'intenses discussions à Alger, les séparatistes touaregs signent avec le gouvernement malien un accord de paix, toujours en vigueur. Si l'accord est porteur d'espoir pour la population, il mettra du temps à être appliqué jusque dans les régions reculées du nord. Piégée dans un conflit asymétrique impliquant diverses factions, la MINUSMA, qui a pour mission de veiller à l'application de l'accord, est elle-même devenue la cible de violentes attaques. Avec près de cinquante tués depuis 2013, elle représente aujourd'hui la mission de maintien de la paix onusienne la plus à risque.

Chronologie

Cette chronologie reflète l'enchaînement et parfois la concomitance d'événements politiques importants, de sécheresses et de différentes étapes des rébellions touaregs au Mali tout au long de sa jeune Histoire depuis son indépendance suite à la colonisation française.



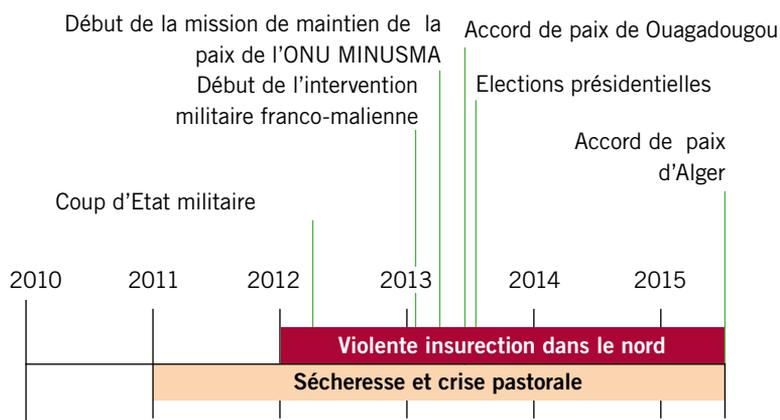
La moitié de la population du Mali a moins de quinze ans

Depuis l'obtention de son indépendance vis-à-vis de la France en 1960, la population du Mali a connu des épreuves terribles, conséquences de l'insécurité alimentaire et de crises politiques chroniques. Les disparités régionales et la faiblesse de la gouvernance – en particulier dans le nord – ont entraîné des cycles de violence récurrents. Les catastrophes naturelles, comme les sécheresses, les crues subites ou les invasions de sauterelles ont tendance à se produire de manière plus rapprochée, affaiblissant les progrès accomplis. Elles ont intensifié la vulnérabilité de la population aux désastres de tous types – notamment en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Mali compte toujours parmi les pays les plus pauvres au monde, et la faim y sévissant est classée comme « grave » dans le GHI 2015. Le pays est pris dans un cercle vicieux, entre faim persistante et pauvreté endémique. L'accroissement de la population y est parmi les plus forts au monde : près de la moitié des habitants du Mali ont moins de quinze ans. Près de la moitié de la population est sans emploi, avec de maigres perspectives d'avenir, luttant pour recevoir une éducation adéquate, trouver des revenus ou faire vivre leur famille. Le développement économique peine à suivre le rythme de la croissance démographique. La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 1,25 USD par jour (Breisinger et al. 2015 ; von Grebmer, K. 2015 ; PNUD, 2014 ; Wee et al. 2014).

« Pendant l'occupation, tout le monde devait subvenir aux besoins de la famille. J'étais tailleur avant, mais j'ai perdu mon travail. Alors j'ai aidé un producteur de briques local. Il fallait bien gagner quelque chose. Le peu que nous recevions, nous le dépensions pour acheter à manger pour la famille », rapporte Sory Ibrahim, 32 ans, originaire de Diré, petite ville sur la rive gauche du fleuve Niger, à 120 km au sud de Tombouctou. Il s'est rendu à Tombouctou en bateau – un voyage d'une journée, de 120 km vers le sud. En juillet 2015, les routes sont encore trop dangereuses, et les habitants préfèrent circuler sur le Niger, trajet plus lent mais plus sûr.

Les jeunes sont particulièrement exposés à la crise au Mali, et subissent une énorme pression sociale et économique. Bien que prêts à assumer leurs responsabilités dans la société, ils sont souvent privés des documents administratifs les



« Pendant l'occupation, tout le monde devait subvenir aux besoins de la famille. J'étais tailleur avant, mais j'ai perdu mon travail. Alors j'ai aidé un producteur de briques local. Il fallait bien gagner quelque chose. Le peu que nous recevions, nous le dépensions pour acheter à manger pour la famille. »

Sory Ibrahim

habitant de Diré, petit village sur la rive gauche du fleuve Niger



« Avec les règlements et les codes vestimentaires stricts des rebelles, nous avions vraiment très peur, et ne sortions quasiment jamais. Nous étions forcées de rester à la maison. Ainsi, nous n'avions pas suffisamment d'eau et d'aliments chez nous. Nous devons faire avec le peu que nous avons pour survivre. La plupart d'entre nous est passé de trois à un seul repas par jour. Il n'y avait pas de légumes. »

Fatimata Dicko

leader communautaire au centre de santé de Kabara, au sud de Tombouctou

plus basiques, tels que l'acte de naissance indispensable à une demande de carte d'identité nationale. Non recensés et sans emploi, ces jeunes restent exclus de la citoyenneté active et du développement économique. Ils demeurent particulièrement vulnérables aux promesses de gains rapides et d'argent facile. Pris dans l'étau de la pression économique et de l'insécurité croissante, nombreux sont ceux qui se sont sentis contraints de collaborer avec des insurgés violents.

La rareté croissante des ressources attise les conflits

Le désert du Sahara couvre les deux tiers du territoire du Mali, et abrite près de 10% des 16 millions d'habitants du pays (SAP, 2015). Les conditions géographiques représentent en elles-mêmes un défi : il est difficile et onéreux de fournir des services de base – routes, infrastructures sanitaires, éducation – et de connecter au sud du pays une région aussi étendue. « Quand la route de Douentza à Tombouctou est bloquée, Tombouctou devient comme une prison. Rien ne rentre et rien ne sort. Mais il faut comprendre que les gens de Tombouctou sont des nomades et des négociants. L'Histoire le montre, nous nous sommes toujours déplacés librement. Les fermiers des villages environnants, et même de la région entière, viennent à Tombouctou pour vendre leurs produits agricoles », rappelle Hallé Ousmane Cissé, le maire de Tombouctou. Refusant d'abandonner la population de sa ville, le maire y est resté pendant toute la crise. « Les gens avaient peur de sortir de chez eux. Ils étaient humiliés et démoralisés », ajoute Hallé Ousmane Cissé. Il admet qu'il se sentait alors abandonné par le gouvernement d'intérim installé à Bamako, la capitale.

Cette impression d'être livré à soi-même est caractéristique de la relation compliquée entre le nord et le sud, qui a souvent été source de troubles. Bien qu'un programme de décentralisation ait amélioré de beaucoup la situation, les gouvernements ne sont pas parvenus à surmonter entièrement ces obstacles structurels et géographiques. Face au manque d'autonomie accordée aux territoires du nord, ces groupes touaregs nomades demeurent insatisfaits comme l'indiquent leurs rébellions régulières depuis l'indépendance (Etang-Ndip, et al. 2015, Institute for Economics and Peace 2015, Wee et al. 2014).

Malgré toutes ces difficultés démographiques, socio-économiques et géographiques, le Mali dispose du plus grand potentiel agricole de toute la région du Sahel. Environ 80 % de la population travaille dans l'agriculture. La plupart sont des petits exploitants qui tirent leurs revenus de l'agriculture pluviale, de l'élevage de bétail ou de moutons, ou encore de la pêche (Wee et al. 2014). Alors qu'uniquement 3 % des terres rurales étant irriguées ou situées au bord du fleuve Niger, la production agricole au Mali est très dépendante des précipitations.

Tandis que les habitants de la partie nord, plus aride, du pays, sont majoritairement des éleveurs qui se déplacent pour trouver des terres fertiles, ceux du sud vivent surtout de la production agricole.

La saison des pluies s'étend de juin à septembre et les précipitations fournissent généralement assez d'eau pour subsister jusqu'à la fin de l'année (PAM, 2015 ; USAID, 2014). Mais du fait des changements climatiques, les saisons des pluies se modifient, les températures augmentent, et steppes et champs se transforment en déserts ; les populations luttent alors pour sauver leurs récoltes et nourrir leurs bêtes. De plus, les conflits augmentent autour de ces ressources qui se raréfient. Les tensions autour des terres et de l'eau augmentent alors, faisant planer le risque d'affrontements entre cultivateurs et éleveurs. La hausse des prix des denrées suite à une mauvaise récolte ou à une importante mortalité des troupeaux aggrave les difficultés rencontrées par les populations pour se nourrir et nourrir leur famille. Le cercle vicieux se poursuit, de faibles revenus et un fort chômage réduisent le pouvoir d'achat, et la faim continue d'augmenter.

Les conflits armés s'étendent vers le sud

Depuis les années 1990, les territoires du nord du Mali ont connu un afflux de réseaux criminels et extrémistes, minant les relations entre les autorités et la société. Les flux financiers illicites, d'abord issus du trafic de cigarettes et d'armes, puis de trafics de drogues et d'êtres humains, a entraîné l'installation de structures de gouvernance multiples à l'échelle locale. Ces affaires illégales menaçant également la paix, elles ont posé les bases de l'insurrection violente de 2012.

Historiquement, ces troubles avaient toujours été un problème associé au nord. Pourtant, en 2015, la crise a pris une nouvelle dimension quand des islamistes ont attaqué plusieurs villes, notamment Sikasso, deuxième ville du Mali par sa taille et carrefour économique, à moins de 400 km au sud de Bamako.

Même avant la crise, de nombreux habitants du sud souffraient de pauvreté et d'insécurité alimentaire. « Mais la situation globale s'est aggravée. L'insécurité alimentaire s'est dégradée », explique André Kanambaye, coordinateur de l'organisation Molibemo, partenaire locale de Welthungerhilfe, basée à Bandiagara. « Et le conflit a sérieusement accru la méfiance au sein de la population. Les gens ne font confiance qu'en ceux qu'ils connaissent depuis longtemps. Tout étranger est considéré avec suspicion, ou facilement dénoncé à la police. »

Conséquences du conflit armé

Suite à la crise politique et aux violences de 2012, les habitants

ayant perdu leur production agricole et leurs troupeaux, sont devenus plus vulnérables à la saison de soudure, au milieu de l'année. Du fait des déplacements forcés et du manque d'investissement, ils ont manqué la période des moissons mi-2013, ce qui a aggravé la situation déjà tendue en termes de sécurité alimentaire. Alors que les conflits à Gao et Kidal faisaient plus violemment rage qu'à Tombouctou, plus de 520 000 personnes ont quitté les régions du nord d'où elles étaient originaires : 32 % ont fui vers le Burkina Faso, la Mauritanie ou le Niger voisins et 68 % ont rejoint des amis ou parents à Mopti, Ségou ou Bamako (OCHA, 2013). Contrairement à d'autres pays en crise où de vastes camps de déplacés avaient été mis en place, il n'en a pas été de même à l'intérieur du Mali, même au plus fort de la crise. Néanmoins, les personnes déplacées ont perdu leurs possessions et sont restées traumatisées, n'ayant encore jamais connu pareille humiliation. Vivre chez des parents ou des amis a également affecté leur capacité à nourrir leurs propres enfants. Les plus vulnérables, qui n'avaient pas les moyens de partir, sont restés dans leur village. Les trois régions du nord ont subi une perte colossale d'aliments de base. Plus de 90 % des personnes déplacées à l'intérieur du Mali et 75 % des personnes réfugiées dans les pays voisins ont perdu leurs bêtes. À la fin de 2013, 70 % à 90 % de la population du nord avaient besoin de l'aide des organisations internationales, sous la forme de rations alimentaires (Etang-Ndip et al. 2015 ; PAM, 2015 ; Coulibaly, 2014 ; Kimenyi et al. 2014 ; Wee et al. 2014).

Conséquences indirectes d'une région à l'autre

L'insécurité a aussi eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans d'autres régions. Le commerce des fruits et légumes entre le sud et le nord s'est vu perturbé, comme l'explique Mamadou Nantoumé, de Toignon, Bandiagara : « À Toignon, nous vendions nos légumes jusqu'à Gao : principalement des tomates, des aubergines, des concombres et des oignons. Nous vendions la production à des négociants à Bandiagara, qui organisaient ensuite le transport et le commerce avec le nord. Par le passé, ils acceptaient toujours le prix que nous leur proposions. Mais avec la crise, ils n'en avaient plus les moyens. Nous vendions d'habitude les oignons pour 500 FCFA [0,8 €] le kilo. Aujourd'hui, on est descendu à 300 ou 360 FCFA [0,5 ou 0,6 €] au maximum. Il n'y a plus de négociants. Tout le monde avait peur des attaques, et les négociants restaient en retrait. Aujourd'hui encore, les choses n'ont pas changé. Les gens ont peur. Ils ont cessé de voyager. »

Les marchés aux bestiaux supra-régionaux ont également connu des distorsions. Entre 2011 et 2013, le prix du bétail a plus que triplé, le prix des moutons quintuplé et le prix des chèvres plus que doublé (Kimenyi et al. 2014).

Le tourisme, autre secteur économique important au Mali, s'est également complètement effondré du fait de la crise au nord. Des étrangers du monde entier étaient attirés par le superbe pays Dogon et son impressionnante culture, dans la région autour de Bandiagara, un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. « Les touristes qui visitaient Bandiagara et le pays Dogon ont disparu. Les auberges et les restaurants sont fermés ; les guides, chauffeurs et autres prestataires de service n'ont plus d'emploi. Beaucoup sont devenus chômeurs, ont perdu de l'argent, et n'ont plus eu les moyens d'acheter des denrées sur les marchés. Ils ont été contraints de retourner dans les champs, ou ont quitté la

Mi-2013, plus de

520 000

personnes ont quitté leur village d'origine dans le nord.

Environ

170 000

personnes ont fui vers les pays voisins.

Plus de

350 000

personnes ont été déplacées, cherchant refuge auprès de parents au Mali.

région pour chercher un emploi dans les zones urbaines », explique André Kanambaye, coordinateur pour Molibemo.

Une paix fragile

En 2014, la sécurité et la situation alimentaire ont commencé à s'améliorer. Les habitants ont commencé à retourner dans leur région d'origine, pour y cultiver leurs terres. De nombreuses organisations humanitaires ont repris le travail qu'ils avaient dû abandonner en raison de la crise. Mais au début de l'année 2015, avant les négociations de paix à Alger, la situation a de nouveau empiré. La violence a refait surface, avec de nouvelles attaques contre les civils, la police et les membres de la mission onusienne de maintien de la paix. De peur, beaucoup ont à nouveau fui leur foyer : plus de 100 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Mali, et 137 000 réfugiés ont fui vers les pays voisins (OCHA, 2015). Le fait d'abandonner leurs terres et leur bétail bouleverse le quotidien et ébranle les quelques

UNE APPROCHE FLEXIBLE EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ

En 2013, Welthungerhilfe et ses partenaires maliens étaient parmi les premiers à reprendre leur travail dans le nord en apportant une aide alimentaire d'urgence. Au même moment, les communautés et rapatriés déplacés ont reçu des équipements agricoles pour relancer leurs activités de subsistance. Pour réhabiliter leurs infrastructures agricoles et générer un premier salaire, les populations ont participé à des programmes « cash for work ». Les centres de santé communautaires ont ainsi reçu de l'aide pour prévenir et traiter des cas de malnutrition aigüe et informer les mères sur la nutrition. Au-delà de l'aspect alimentaire et nutritionnel, Welthungerhilfe et ses partenaires ont aussi pour objectif de lancer des projets sur la prévention des conflits et d'encourager le développement de la jeunesse en lui présentant de nouvelles perspectives pour le futur. A titre d'exemple, des jeunes adultes ont reçu une formation professionnelle, de l'aide pour le développement de leurs compétences, ont été réunis pour des ateliers théâtre et musicaux et renseignés sur les méthodes de résolution de conflits. Jusqu'à présent, la sécurité dans le nord n'est pas assurée, et la région difficile d'accès. Pour minimiser les risques d'attaques violentes et de pertes de marchandises, le transport est organisé par convoi sur le Niger et les distributions sont annoncées peu de temps à l'avance. Les conflits armés demandent plus de flexibilité de la part de la communauté internationale, impliquant de penser conjointement l'urgence et les perspectives à long terme. Le gouvernement malien et la société civile doivent être aidés dans leurs efforts afin de restaurer une paix durable dans le pays.

progrès qui avaient été faits depuis le début de la crise en 2012. Les pluies et la saison des semis ont commencé tardivement, et les pâturages manquent pour les troupeaux. Les chocs récurrents dus aux sécheresses et à la violence érodent les moyens de survie, déjà maigres, dont disposaient les populations avant le conflit armé.

Bâtir des ponts et contribuer à la richesse du panier alimentaire

Malgré la crise, les populations se battent pour reprendre le contrôle de leurs existences. À l'heure où nous écrivons, la situation à Tombouctou s'est apaisée : motos et voitures sont de retour dans les rues, l'électricité est stable, les banques fonctionnent, boutiques et marchés ont réouvert ; l'ancienne mairie a même été rénovée et est pleinement opérationnelle. Avec le soutien du ministère allemand des affaires étrangères, le « Jardin de la paix », établi en 1996 dans la banlieue de Tombouctou, a été réhabilité en 2013 par Welthungerhilfe et l'organisation partenaire Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS). Le Jardin est un symbole positif : des femmes de diverses origines surmontent leur défiance en travaillant ensemble. Elles cultivent des légumes en commun, ce qui leur permet de diversifier l'alimentation de leur foyer et de vendre leur production au marché, générant ainsi un revenu pour leurs familles.

« Si on ne remarque pas l'entrée, on peut facilement se croire dans la brousse. Quand nous avons entamé la réhabilitation du Jardin avant la saison des pluies, mi-2013, il n'y avait que du sable et des vieux arbres morts, mais pas de potager », se souvient Zarin Yattara, présidente de l'association de femmes Alhamdouhlaye. Aujourd'hui, Zarin est l'une des 460 femmes qui cultivent le Jardin de la paix tout au long de l'année. Pour sa réhabilitation, un système de « cash for work » (travail contre paiement) a été mis en place, les associations de femmes ont été relancées et on a apporté des transferts de fonds et des contributions financières. « Aujourd'hui, nous consommons à nouveau des légumes dans nos familles. Une autre partie de la production est donnée à des voisins ou vendue sur le marché de Tombouctou. Grâce à cela, nos enfants ont retrouvé une bonne santé. Même les hommes demandent des légumes, maintenant. Auparavant, ils ne voulaient rien d'autre que de la viande et du riz. Nous leur avons fait goûter les légumes, et ils ont aimé. Avec l'argent que nous gagnons, nous pouvons envoyer nos enfants à l'école ou acheter des médicaments », ajoute Zarin. Le Jardin fournit pour le marché de Tombouctou des haricots verts, de la salade, des betteraves, des carottes, des tomates et des pommes de terre. « Dans toute la ville, on peut maintenant trouver des légumes provenant du Jardin de la paix. Sa réhabilitation a augmenté la production maraîchère dans toute la commune », ajoute Monsieur Cissé, le maire de Tombouctou.

Désormais, la renommée du Jardin de la paix de Tombouctou dépasse les frontières régionales. Quatre hectares sont cultivés, impliquant quarante-deux associations de femmes. Mais le Jardin n'est pas uniquement une question de production maraîchère. C'est ce qu'explique avec enthousiasme Tita Maïga, quarante ans : « L'idée du Jardin de la paix est de rassembler les gens. Des femmes – locales, déplacées ou rentrées – appartenant à tous les groupes ethniques cultivent ensemble le potager. Nous nous entendons très bien et nous avons retrouvé notre dignité. Les femmes ont particulièrement souffert du harcèlement, et de l'impossibilité de nourrir nos familles. » Fortes de leurs succès, les femmes espèrent que l'esprit du Jardin de la paix pourra se propager au pays entier.

Conclusion

Le Mali est un exemple préoccupant de pays déstabilisé par des crises récurrentes. Des tensions anciennes entre cultivateurs et éleveurs se trouvent intensifiées par de nombreuses catastrophes naturelles. Les moyens d'existence dans le nord du pays se voient menacés, une situation aggravée par la pénurie d'aliments, le manque de capital, de bêtes ou de services de base. Si les populations habituées à vivre sur de maigres ressources peuvent parvenir à encaisser un choc, l'accumulation des années vécues en situation déficitaire sans compter l'insécurité liée aux conflits armés, les rendent plus vulnérables à un choc supplémentaire. Les personnes déplacées et privées de tout n'ont plus la possibilité de produire des cultures suffisantes pour l'année suivante.

Les conflits armés déstabilisent encore davantage des structures de gouvernance déjà faibles. Extrémistes et criminels ont tiré parti de cette vacance du pouvoir pour prendre le contrôle dans le nord du pays. Le mélange est explosif : parmi les millions de jeunes laissés sans perspectives d'avenir dans les régions de l'ouest et du nord de l'Afrique, extrémistes et bandits n'ont aucun mal à trouver des recrues.

Signer l'Accord de Paix entre toutes les parties était une étape importante. Néanmoins, cela doit être réenforcé : des réformes politiques et institutionnelles doivent être mises en place. En plus du programme de décentralisation, l'accès des infrastructures de base pour les populations du nord doit être amélioré. Pour répondre à l'insécurité alimentaire et institutionnelle et la mesurer, l'accès aux régions du nord est crucial.

La restauration de la sécurité et de l'État de droit au Mali devraient être une priorité, afin de mettre fin au cercle vicieux qui lie la faim aux conflits armés. Un processus de réconciliation nationale est difficilement envisageable en l'absence d'accès à la justice et aux droits humains.

Mettre fin à la dépendance à l'aide d'urgence est tout aussi important. Les populations doivent regagner la capacité de se nourrir et de reconstituer leurs moyens d'existence, notamment en recevant des semences ou du bétail. L'amélioration des méthodes d'agriculture et d'irrigation est indispensable. Des solutions à long terme et spécifiques au contexte devraient avoir pour objectif l'amélioration des infrastructures et un développement socio-économique offrant des perspectives aux jeunes sans emploi. Combiner ces efforts pour le développement à une consolidation de la paix et une résolution du conflit est une étape cruciale, mais beaucoup reste à faire pour permettre à la population de vivre dans la paix et la dignité au Mali.



« Le but du jardin de la paix est de rassembler les gens. Des femmes – locales, déplacées ou retournées – appartenant à tous les groupes ethniques cultivent ensemble le potager. Nous nous entendons très bien et nous avons retrouvé notre dignité. »

Tita Maïga

une des femmes travaillant au Jardin de la Paix à Tombouctou



« Aujourd'hui, nous consommons à nouveau des légumes dans nos familles. Grâce à cela, nos enfants ont retrouvé une bonne santé. Même les hommes demandent des légumes, maintenant. Avec l'argent que nous gagnons, nous pouvons envoyer nos enfants à l'école ou acheter des médicaments »

Zarin Yattara

présidente du groupe des femmes du Jardin de la Paix

BIBLIOGRAPHIE

A

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). 2014. Mali : Nutrition Profile. Washington.

B

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2012-2015. Humanitarian Dashboards. Bamako: OCHA Mali.

C

Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). 2015. Analyse Régionale du Cadre Harmonisé Situation Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Juin – Août 2015. Niamey : Centre Régional Agrhymet.

Coulibaly, M. 2014. Popular Perceptions of the Causes and Consequences of the Conflict in Mali. Afrobaromètre Document d'orientation 10. Accra : Ghana Center for Democratic Development.

E

Etang-Ndip, A., Etang, J. and J. Lendorfer. 2015. Socioeconomic Impact of the Crisis in North Mali on Displaced People. Document de politique générale 7253. Washington : Groupe de la Banque Mondiale.

H

Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), Opération Sahel. 2015. <http://data.unhcr.org/SahelSituation/regional.php>, accessed on 01/08/2015.

I

Institute for Economics and Peace. 2015. Global Peace Index. Measuring Peace, its Causes and its Economic Value. New York, Sydney et Mexico City.

K

Kimenyi, M., Adibe, J., Djiré, M., Jirgi, A., Kergna, A., Deresa, T., Pugliese, J. et A. Westbury. 2014. The Impact of Conflict and Political Instability on Agricultural Investments in Mali and Nigeria. Document de travail 17. Washington : Africa Growth Initiative at Brookings Institution.

M

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Facts and Figures. 2015. <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusma/facts.shtml>, accessed on 13/08/2015.

O

OCHA, Humanitarian Dashboard September 2012. https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/Dashboard_Mali_2012_09_25.pdf, accessed on 13/08/2015

———. 2013. Mali: Timbuktu's economy at a standstill. <http://www.uncha.org/top-stories/all-stories/mali-timbuktu%E2%80%99s-economy-standstill>, accessed on 13/08/2015.

———. 2015. Mali: 2015 Humanitarian Dashboard. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-2015-humanitarian-dashboard-june-10-2015>, accessed on 13/08/2015.

P

Programme Alimentaire Mondial (PAM). 2015. Mali : Country Brief. Bamako.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 2014. Rapport sur le développement humain. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience. New York: PNUD.

S

Système d'Alerte Précoce (SAP). 2010-2015. Bulletins Annuels. Bamako: SAP et Gouvernement du Mali.

V

von Grebmer, K., Bernstein, J., Prasai, N., Yin, S., Yohannes, Y. et A. de Waal. 2015. 2015 Global Hunger Index : Armed Conflict and the Challenge of Hunger. Bonn, Washington et Dublin : Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

W

Wee, A., Lendorfer, J. Beck, J. et Yaiche, C. 2014. State Legitimacy, Stability and Social Cohesion in Low Population Density Areas. The Case of Northern Mali. Berkeley : Center for Effective Global Action (CEGA) - Université de Californie.

Littérature contextuelles

B

Banque Mondiale. 2014. Mali : Geography of Poverty in Mali. Washington.

Brinkman, H-J. et C.S. Hendrix. 2011. Food Insecurity and Violent Conflict : Causes, Consequences, and Addressing the Challenges. Document Hors-série No. 24. Rome: Programme alimentaire mondial.

F

FAO et Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). 2012. Atlas des Evolutions des systèmes pastoraux au Sahel. 1970-2012. Système d'information sur le pastoralisme au Sahel. Rome : FAO.

H

Haysom, S. 2014. Security and Humanitarian Crisis in Mali. The Role of Regional Organisations. Document de travail. Londres : Humanitarian Policy Group et Overseas Development Institute.

R

République du Mali. 2010-2014. Rapports Annuels. Enquête Nutritionnelle et de Mortalité Rétrospective (Enquête SMART). Bamako : Gouvernement du Mali.

SOUDAN DU SUD : BÉTAIL, CONFLITS ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

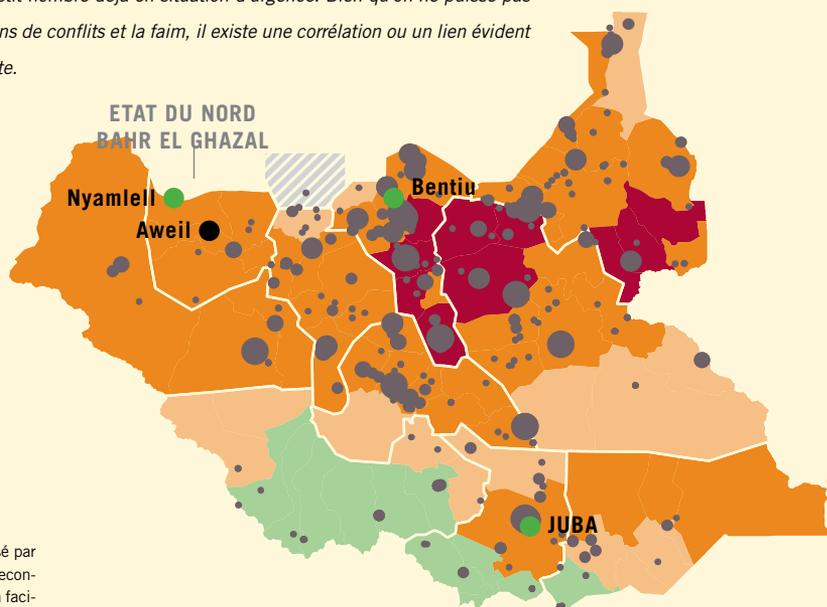
En juillet 2015, les perspectives en termes de sécurité alimentaire au Soudan du Sud sont sombres, au vu de sa situation d'insécurité alimentaire (illustrée par la carte ci-dessous, reprenant les données de l'échelle IPC), avec de nombreux Etats en situation de crise et un plus petit nombre déjà en situation d'urgence. Bien qu'on ne puisse pas établir de causalité systématique entre les situations de conflits et la faim, il existe une corrélation ou un lien évident entre ces deux facteurs, comme le suggère la carte.

ÉVÉNEMENTS DE CONFLITS ARMÉS (DÉCEMBRE 2013 – JUIN 2015) ET ANTICIPATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (JUILLET 2015)

- Bureaux de Concern Worldwide
- Conflits armés
- Urgence
- Crise d'insécurité alimentaire
- Insécurité alimentaire grave
- Sécurité alimentaire minimum
- ▨ Zone d'Abyei

Note : Le tracé des frontières entre États ou régions proposé par cette carte n'implique pas qu'elles aient été acceptées ou reconnues par le gouvernement du Soudan du Sud. Il ne vise qu'à faciliter le travail humanitaire.

(Sources : Armed Conflict Events: ACLED, 2015; et Projected Food Insecurity: IPC TWG, April 2015.)



Introduction

Le Soudan du Sud dispose d'un potentiel énorme. Il bénéficie de riches ressources naturelles et d'un fort potentiel agricole. Sa population jeune et dynamique est prête à s'embarquer dans un avenir façonné par une indépendance récemment acquise. Pourtant, les nombreux conflits armés et souvent intenses empêchent la population sud-soudanaise de mener ses rêves à bien.

Mi-2015, le Soudan du Sud fait face à une nouvelle crise alimentaire, causée par des pluies tardives ainsi que par les nombreuses conséquences du conflit, notamment l'abandon de cultures du fait des déplacements, une inflation galopante, l'interruption du commerce. Du fait de ce triste concours de circonstances, une grande partie de la population est confrontée à un risque de faim extrême. Les années de famines antérieures restent profondément ancrées dans la mémoire collective, et on craint très largement que l'année 2015 égale les années les plus terribles jamais enregistrées.

Le conflit au Soudan du Sud : historique

La population sud-soudanaise subit des conflits armés quasi permanents depuis les années 1950. Deux périodes de conflits armés particulièrement violents ont coûté la vie à plus de 2,5 millions de personnes, et affecté les moyens d'existence de dizaines de millions d'autres (MOHDAM, 2010).

La première fut la guerre civile qui opposa le gouvernement de la République du Soudan au Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS), de 1983 à 2005. On propose généralement pour analyse un conflit nord-sud pour le contrôle des ressources, mais aussi, du point de vue du M/APLS, pour l'autonomie politique, l'auto-détermination et le sécularisme. Le conflit s'est intensifié suite à la découverte de pétrole au sud, dans les années 1980. Les négociations politiques du début des années 2000 ont débouché sur la signature en 2005 de l'Accord de Paix global, puis sur un referendum sur l'indépendance du Soudan du Sud. En 2011, le Soudan du Sud proclame son indépendance, devenant ainsi l'État le plus jeune au monde.

La seconde période de conflit, toujours en cours, que connaît la jeune République du Soudan du Sud, a éclaté en décembre 2013, conséquence d'une scission au sein du gouvernement APLS. Cette scission est liée à des tensions ethniques entre les Dinkas, menés par le président Salva Kiir, et les Nuer, dirigés par l'ex-vice-président Riak Machar. Mi-2015, les combats continuaient toujours à travers le pays, en particulier au nord, dans les États d'Unity et du Nil Supérieur. Les déplacements de population ont été majeurs : en juillet 2015, on comptait 1,6 million de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud, 607 608 Sud-Soudanais réfugiés dans les pays voisins et 4,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère dans le pays. Le nombre de civils réfugiés dans les camps de protection des civils de la MINUSS s'élève à 166 142, dont 103 913 à Bentiu. Cela représente une augmentation d'environ 64 000 personnes depuis décembre 2014 (UNOCHA, juillet 2015).

Lien entre les conflits armés et la faim

On a beaucoup étudié les liens entre les conflits armés et la faim – que ce soit

« L'argent glisse entre les doigts, mais les troupeaux sont éternels. »

Proverbe Dinka



“Avant les combats ne concernaient que les soldats. Les civils, les enfants, les vaches, les jardins et les maisons n'étaient pas visés. Ce conflit est totalement différent.”

Naditne Thoch
de Guit

Les données sont insuffisantes pour calculer le score GHI du Soudan du Sud en 2015. Bien que les chiffres concernant les retards de croissance (31,1%) et d'émaciation (22,7%) chez les enfants de moins de cinq ans soient disponibles, l'absence de données sur la proportion de la population sous-alimentée rend impossible le calcul du GHI.

sous l'angle de l'impact évident des conflits sur la situation alimentaire comme de l'insécurité alimentaire en tant que facteur déclencheur d'un conflit (Messer et al., 2001 ; Teodosijevic, 2003 ; Messer et Cohen, 2006 ; Banque mondiale, 2010 ; Brinkmann et Hendrix, 2011 ; Simmons, 2013 ; Breisinger et al., 2014 ; Breisinger et al., 2015 ; de Waal, 2015).

L'université Tufts et l'Overseas Development Institute ont produit plusieurs analyses de la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment sur les problèmes rencontrés pour assurer durablement sa subsistance dans un contexte de conflit prolongé (Maxwell et al, 2012 ; Gordon, 2014 ; Maxwell and Santschi, 2014 ; Santschi et al., 2014 ; d'Errica et al., 2014), et sur les leçons tirées de l'« Operation Lifeline Sudan » (Maxwell et al. 2014, 2015). Les enseignements tirés de ces études, ainsi que d'autres, ont permis d'orienter les enquêtes menées pour l'étude de cas présente.

Esquisse des réalités au Soudan du Sud

Les pages qui suivent reflètent les souvenirs d'expériences et de stratégies d'adaptation de Sud-Soudanais ordinaires ayant survécu à des périodes de violence. Leurs témoignages ont été recueillis lors de discussions menées durant l'été 2015 avec plus de 150 personnes, par le biais de groupes de discussion ou d'entretiens individuels, qui se sont tenus dans les villes Aweil et Bentiu ou dans les environs de Nymllel. Cet article entend servir de porte-voix aux membres de la communauté, en exprimant leurs points de vue sur le lien entre la faim et les conflits armés, et en reflétant les décisions difficiles qu'ils doivent prendre face à des choix limités.

Contexte 1. Impact indirect des conflits : Bahr el Ghazal du Nord

Le Bahr el-Ghazal du Nord est un État situé au nord-ouest du Soudan du Sud à la frontière avec l'État du Darfour du Sud (République du Soudan). Il se situe dans les plaines inondables de l'ouest ; sa population vit majoritairement de l'élevage et de la culture du sorgho.

Souvenirs de la faim

Les membres de la communauté d'Aweil se souviennent très clairement des attaques directes venues du nord et des pires années de ce conflit. Ils ont vécu bien des traumatismes : fuir pour échapper à la mort, voir des amis et des proches tués, des maisons brûlées et les razzias sur le bétail. Selon leurs récits, les pires années étaient celles où des faibles pluies ou

des inondations avaient entraîné une mauvaise récolte, et où les populations avaient de surcroît été attaquées et mises dans l'incapacité de cultiver la terre. Ces périodes étaient suivies de sévères pénuries alimentaires.

Les attaques ont été particulièrement terribles en 1993. Les habitants rapportent que tout le bétail avait été pillé, les chefs tués et les maisons brûlées, forçant les survivants à vivre sous des arbres. Le chef actuel témoigne : « Je peux vous dire qu'il y avait autrefois 1543 personnes dans ce village, mais après ces attaques, il n'en restait plus que 89. »

L'année 1998 est mentionnée comme pire encore. Cette année-là, des personnes sont littéralement mortes de faim suite à une intense période de sécheresse et à de violentes attaques durant lesquelles leur grain a été brûlé.

De nombreux témoins citent l'année 1988 comme la pire de toutes, du fait d'une gigantesque invasion de la tribu Misseriya (éleveurs arabes du Kordofan que les migrations vers le sud amenaient fréquemment en territoire Dinka). Les envahisseurs s'étaient approprié les troupeaux, avaient brûlé les récoltes et les greniers à grain. Des inondations étaient ensuite survenues en juillet. De nombreuses personnes avaient alors abandonné leur foyer pour partir en direction du Soudan, au nord, et étaient mortes de faim sur les routes. Les survivants avaient été contraints de donner leur nourriture à l'APLS – pression alimentaire supplémentaire. À cette époque, les populations avaient pris l'habitude d'enterrer de la nourriture sous leurs maisons ou dans la brousse pour la garder hors de portée de l'armée.

Situation de conflit actuelle

Les habitants d'Aweil sont actuellement touchés par deux conflits : les conflits internes au Soudan du Sud ainsi que les attaques sporadiques de groupes ou de factions alliées en République du Soudan.

Ces deux conflits ont des conséquences indirectes très graves sur l'économie alimentaire domestique. Les conclusions préliminaires du rapport de terrain « Food Security and Nutrition Monitoring System » (FSNMS R15) brosse un tableau alarmant de l'insécurité alimentaire entre mai et août 2015. D'après les informations clés, recoupées avec les données d'études mensuelles du marché, une combinaison de facteurs, notamment les faibles rendements de 2014 dus à des précipitations irrégulières, l'insécurité le long des routes d'approvisionnement, les nombreuses taxes, les prix alimentaires élevés ainsi que le fort taux d'inflation ont entraîné une situation alimentaire très préoccupante.

Parmi les autres conséquences, citons également l'impossibilité de faire transférer de l'argent par des proches

qui ont émigré ou qui combattent dans l'armée loin de chez eux, ou encore la perte de force de travail (masculine) pour les travaux agricoles.

Il faut noter l'importance de la transhumance du bétail comme stratégie de subsistance au Soudan du Sud, ainsi que le rôle central des exploitations bovines dans l'édification de la société et de la culture sud-soudanaises. Les conflits ont eu un grave impact sur les transhumances vers les pâturages de la saison sèche et de la saison humide – des perturbations qui causent des répercussions en chaîne sur le plan social et culturel.

Stratégies d'adaptation

La faim est une réalité récurrente pour les habitants du Bahr el-Ghazal du Nord. Ils rencontrent régulièrement des années maigres, principalement en raison de sécheresses ou d'inondations qui anéantissent les récoltes.

Les réponses à des pénuries alimentaires sont nombreuses. Les habitants commencent par réduire la qualité de nourriture consommée, puis la fréquence des repas, qui passe de deux à un seul par jour. Elles peuvent aussi amasser du bois de chauffage et le vendre au marché pour obtenir de quoi s'acheter à manger, ou encore cueillir des ressources sauvages, comme des graines de palmier ou des végétaux comestibles poussant dans la forêt, pour en consommer une partie et vendre le reste. Une stratégie d'adaptation moins connue implique d'alterner aliments sauvages et sorgho, afin que celui-ci dure plus longtemps. Certains empruntent de la nourriture ou mendient auprès de leurs proches ou de leurs voisins, et peuvent aussi travailler pour ces derniers – « préparer » un champ ou désherber – en échange d'argent ou de nourriture. La vente des poulets d'abord, puis des chèvres et finalement des vaches sont encore d'autres stratégies d'adaptation. Étant donnée l'importance du bétail dans la culture et l'économie locales, la vente des bovins est perçue comme une stratégie d'adaptation particulièrement négative. Elle est pourtant mise en œuvre pour acheter des denrées de base. Une autre stratégie d'adaptation extrême est la récolte de manioc sauvage dans des zones marécageuses situées à deux ou trois jours de marche. Au retour, le manioc est transformé en farine qui sera cuite. Certains rapportent que ce manioc sauvage entraîne des diarrhées chez les enfants.

Une fois toutes ces stratégies épuisées, les populations migrent. Le plus souvent, les hommes de la famille partent effectuer des travaux saisonniers puis transfèrent de l'argent à leur domicile. Scénario plus grave, certains sont contraints d'abandonner complètement leurs terres et de partir définitivement. Depuis l'indépendance, il est de plus en plus difficile de transférer des fonds depuis la République du Soudan ; depuis décembre 2013, c'est aussi le cas des transferts à l'intérieur du Soudan du Sud.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle aujourd'hui

En juillet 2015, on a constaté que les champs de sorgho étaient en très mauvais état du fait des pluies tardives. Il est peu probable qu'elles se rétablissent cette année, et les habitants du Bahr el-Ghazal du Nord commencent déjà à vendre chèvres, veaux et vaches pour acheter de la nourriture sur les marchés. Les marchands ont cessé d'avancer des denrées, car ils savent qu'ils ne pourront pas être remboursés. Les personnes interrogées ont fourni de nom-

« Il est facile de trouver des raisons de se battre ; trouver à manger est bien plus dur. »

Proverbe Nuer



« ...maintenant, nous nous inquiétons de la faim et de la mort de nos enfants. »

Angelina Abuk Nyibek
de Langich, Marial Bai

breux exemples de l'inflation récente. Au cours des six premiers mois de l'année 2015, le sac de 3,5 kg (malwa) de sorgho est passé de 10 ou 15 à 35 livres sud-soudanaises (SSP), tandis que l'arachide a bondi de 5 SSP (prix de 2014) à 20 SSP.

La communauté s'attend à une situation de faim considérable dans les mois à venir ; ses membres ont déjà déployé une bonne partie de leurs stratégies d'adaptation, et une mauvaise récolte les placerait dans une situation dramatique.

Contexte 2. Impact direct des conflits : Données du camp de protection des civils de Bentiu

Bentiu est la capitale de l'État d'Unity, dans le nord du Soudan du Sud, qui partage une frontière avec l'État de Kordofan (République du Soudan) et avec le territoire disputé d'Abyei. Non loin du Nil et de ses affluents, l'État est situé dans une zone inondable humide, où l'on vit notamment de l'élevage, de la pêche et de la culture du sorgho, du maïs et du sésame. Concern répond depuis début 2014 aux besoins humanitaires des personnes déplacées au camp de Protection des civils (POC) de Bentiu, mis en place par la MINUSS. En 2015, l'association a commencé à fournir des services de nutrition d'urgence dans les zones rurales de l'État d'Unité.

Souvenirs de la faim

Les habitants de ce camp gardent de nombreux souvenirs d'inondations et de sécheresses. En 1988, après une inondation dramatique, ils avaient dû manger des plantes traditionnelles résistantes aux inondations comme le « chesh » (de la famille du cocotier), des noix de coco et des feuilles et fleurs de nénuphars. Il avait fallu boire le lait des vaches puis les tuer pour leur viande.

Mary Nyakuan, de Bentiu, se souvient : « Nous n'avons jamais eu aussi faim qu'en 1988. L'inondation avait détruit nos récoltes. Il y a eu aussi une invasion de mouches tsé-tsé qui a affecté le bétail et de nombreux veaux se sont noyés. »

Les souvenirs des sécheresses sont eux aussi encore vifs. Ntabuok Wated, 30 ans, originaire de Guit, raconte : « Dans les dix dernières années, il y a eu trop de sécheresses. Parfois nous ne plantions rien du tout ; nous avons toujours nos vaches avec nous, et dépendions entièrement de leur lait. »

Situation de conflit actuel

Les résidents du camp ont tous affirmé que la seule raison qui les avait conduits sous la protection de l'ONU était la peur et leur instinct de survie. Ils se sentaient les cibles potenti-

elles d'enlèvements et d'assassinats. Plus particulièrement, ils ont noté que le ciblage de civils distinguait cet épisode des combats précédents. Au cours des affrontements entre l'APLS et les Forces armées du Soudan (1982-2005), comme lors des scissions précédentes au sein de l'APLS, les combattants étaient les cibles principales, même si quelques morts civils « collatérales » étaient à déplorer. Dans le conflit en cours, en revanche, les personnes interrogées ont rapporté que des maisons ont été brûlées, des cultures volontairement détruites, du bétail et autres bêtes dérobées, des anciens, des femmes et des enfants enlevés ou tués. Des membres de la communauté ont aussi rapporté que des femmes avaient été violées.

Ces conséquences des conflits armés sont les pires imaginables, et la faim n'était vue, de fait, que comme un « effet secondaire ».

Stratégies d'adaptation

En fuyant de telles horreurs, les populations n'ont pu adopter que des stratégies d'adaptation limitées. Au moment où les combattants sont arrivés, ont-elles raconté, elles se sont enfuies dans la brousse ; quand les combattants ont atteint la brousse, elles se sont enfuies jusqu'au camp. Il leur a fallu entre un et vingt jours pour trouver refuge au camp de l'ONU. Elles sont arrivées de lieux comme Koch, Guit, Nhialdiu ou même de Leer, dans le sud de l'État. Pendant ces longues marches précaires, les fugitifs ont dû manger des nénuphars des rivières et des aliments sauvages trouvés dans les forêts, et ont souffert de la faim des jours durant. Ils racontent qu'ils mangeaient la « gomme » des arbres, la partie exposée lorsqu'on coupe une branche en diagonale : à certains moments, ils vivaient même uniquement de cela. Ils ont aussi mangé les feuilles des arbres : ils mentionnent le lalup, le buaw, le nyat, le koat ainsi que des feuilles de manguier. Ils affirment qu'ils étaient déjà familiers avec certains arbres, mais s'y connaissaient assez peu, car jusqu'alors, ils comptaient plutôt sur le lait en temps de pénurie. La seule source d'eau disponible provenait des marécages – et ils ne pouvaient ni la faire bouillir ni la filtrer. Les personnes que nous avons interrogées ont dit avoir vu une femme mourir de faim lors de cette longue marche vers le camp, et avoir entendu parler d'autres cas similaires.

Avant d'être contraints de fuir, ils utilisaient des stratégies d'adaptation variées. Ils commençaient par manger les mêmes aliments, mais en plus petites quantités. Après la réduction des portions, ils commençaient à réduire la fréquence des repas et se limitaient à un repas par jour. Quand la nourriture venait à manquer, ils établissaient un ordre de priorité : les enfants de 2 à 5 ans étaient les premiers nourris, ensuite

venaient les enfants de plus de cinq ans, puis les grands-parents, suivis par les hommes et enfin par les femmes. La proximité des cours d'eau était aussi importante. « On plantait en été et on irriguait. On plantait près des rives du fleuve, pour que l'irrigation soit facile. On creusait aussi des puits dans le lit, pour l'eau potable et pour l'irrigation. On ne se déplaçait pas. » La stratégie la plus dangereuse était de s'aventurer dans la brousse pour y chercher du bois de chauffage ou des herbes, où l'on risquait d'être attaqué par des animaux sauvages.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'impact du conflit sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations a évolué avec le temps. Avant que les habitants n'abandonnent leurs foyers, cultures et troupeaux se trouvaient littéralement sur la ligne de front. Les forces

INTERVENTIONS DE CONCERN

Concern soutient l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bahr el-Ghazal du Nord, et renforce les services de santé des comtés d'Aweil-Ouest et Aweil-Nord. Les interventions humanitaires récemment menées à Bentiu comprennent notamment les abris d'urgence, la nutrition d'urgence, l'alimentation des jeunes enfants ainsi que la fourniture d'infrastructures d'eau et d'assainissement dans un camp de plus de 100 000 déplacés à l'intérieur de leur pays. Concern a également mené des activités de nutrition d'urgence dans les zones rurales de l'État d'Unity. À Juba, Concern travaille à la nutrition d'urgence et à la distribution de nourriture et de vouchers dans le camp de POC UN House.

La réponse apportée à la crise alimentaire de 1998 au Soudan du Sud a suscité bien des débats au sein de Concern, ce qui a permis à l'organisation de tester de nouvelles approches en révisant leur réflexion initiale. Les difficultés pour faire accéder les communautés aux Centres Nutritionnels Thérapeutiques et pour acheminer la nourriture jusqu'aux populations à travers des zones inondées ont entraîné des discussions sur la façon de répondre plus efficacement à la malnutrition aiguë sévère. De ce fait, Concern était prêt à tester et à mettre en place l'approche de soins thérapeutiques à base communautaire lorsque celle-ci a été proposée : cela a débouché sur la petite révolution qu'est la Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë (ou CMAM). Depuis lors, nous avons mis en œuvre cette approche dans une grande partie de nos actions de nutrition au Soudan du Sud, par le biais des autorités sanitaires gouvernementales.

Le travail au Soudan du Sud se heurte à plusieurs difficultés typiques des États dit « fragiles » : conflit prolongé, risques environnementaux cycliques, faibles capacités des zones rurales reculées, infrastructures sous-développées et fragilité de la société civile. Concern souhaite trouver des solutions réalistes et durables à ces défis, tout en répondant à l'urgence de maintenir les populations en vie en temps de crises.



« La pire famine que nous avons traversée date de 1988... les inondations avaient détruit nos cultures. Il y avait aussi beaucoup de mouches tsé-tsé qui ont affecté le bétail et des veaux se sont noyés. »

Mary Nyakuan
de Bentiu



« C'est mieux de courir et abandonner ces vaches pour sauver sa vie... Si je n'étais pas inquiète pour ma vie et n'avais pas tout perdu sauf mon bétail, je serais restée dans le village avec mes vaches. »

Ntabuok Wated
de Guit

armées ont délibérément détruit les plantations et volé les bêtes, employant manifestement la politique de la « terre brûlée ». Une fois arrivés au camp de l'ONU, les femmes et les enfants étaient affamés mais non mourants. Il leur a fallu s'enregistrer et recevoir une carte de rationnement biométrique avant d'attendre leur tour. Pendant qu'ils faisaient la queue, des connaissances leur offraient à manger, et certains ont pu prêter ou partager de la nourriture. Ceux qui étaient dans le camp depuis plus de trois mois affirmaient être satisfaits des rations, et avoir suffisamment à manger. Toutefois, ils étaient devenus dépendants du soutien extérieur d'organismes humanitaires, autant en termes de protection que de nourriture et d'eau.

Il semble que l'état nutritionnel des enfants se soit dégradé dans les semaines suivant leur arrivée. Le personnel du camp s'est inquiété des taux de malnutrition aiguë globale et sévère (GAM et SAM) : en dessous des seuils d'urgence à leur arrivée, ils les dépassent plus d'un mois plus tard. Cela pourrait être lié à une administration trop tardive des rations ou à d'autres raisons. Des mères ont affirmé que l'environnement et le climat du camp étaient différents de ceux de leurs villages, causant chez leurs enfants des diarrhées, des fièvres et des douleurs aux yeux. Certains ont également rapporté que les mères ayant reçu de grandes quantités de PlumpyNut (aliment thérapeutique prêt à l'emploi traitant la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de plus de six mois) et de PlumpySup (supplément nutritionnel à base de lipides traitant la malnutrition aiguë modérée chez les enfants), en vendaient une partie sur le marché afin d'acheter à manger pour leurs enfants plus âgés. Cela nuit évidemment à l'objectif nutritionnel de ces produits.

Conclusion

Dans l'État d'Unity, l'obstacle majeur au retour chez eux des résidents du camp était l'instabilité politique et la poursuite des conflits. Lorsqu'ils envisageaient le retour d'une paix durable, les résidents, optimistes, avaient la conviction de pouvoir retrouver leurs moyens d'existence d'autrefois dans les six mois – durée qui paraît étonnamment courte, mais qui dépendait du calendrier de la saison des semis.

Dans le Bahr el-Ghazal du Nord, les plus pauvres de la communauté analysent avec prudence le rapport bénéfices-risques concernant leur économie alimentaire domestique. La communauté oscille sans cesse d'un extrême à l'autre, entre les sommets de l'autosuffisance alimentaire et de l'accumulation de biens, et les gouffres de l'épuisement des ressources, des stratégies d'adaptation négatives et de faim grave. Cette courbe semble atteindre son point le plus bas au

moment où la variabilité climatique coïncide avec l'impact de conflits armés. Dans ce récit de désastres répétés et de contrecoups fréquents, l'espoir réside dans la capacité de la communauté à rebondir et à reconstruire une base de ressources qui les protégera de catastrophes futures.

L'hypothèse de Justino (2008), selon laquelle les effets indirects des conflits sur les foyers sont canalisés par les marchés, les institutions politiques et les réseaux sociaux, semble pertinente. Si les marchés comme les réseaux sociaux continuent à fonctionner de manière dynamique, les institutions politiques semblent pour leur part distantes et inefficaces. Cela reflète les commentaires concernant la faiblesse des institutions étatiques dans nombre de pays africains (Andrews et al., 2012 ; Andrews, 2013). Les conclusions d'Alinovi et al. (2007), qui suggèrent que le dysfonctionnement des institutions est au cœur des situations d'insécurité alimentaire structurelle, semblent pertinentes dans le contexte soudanais.

Les causes de conflits sont multiples et complexes, liées à une diversité d'aspects de la condition humaine, notamment l'identité, le besoin économique, la cupidité ou l'insécurité. Souvent, des différences ténues sont amplifiées par les personnes qui convoitent le pouvoir –réalité exprimée avec éloquence par le concept freudien de « narcissisme des petites différences » (Ignatieff, 1998). Empêcher et faire cesser des conflits armés : ce sont là des tâches monumentales, nécessitant des qualités de leadership et de médiation ainsi que des talents politiques de premier ordre. La stabilité et la croissance économique pourraient bien être les moteurs les plus efficaces de la paix et de la sécurité. La prévention, la médiation et la résolution des conflits, ainsi que la démilitarisation de certaines sociétés, doivent être placés bien plus haut dans l'ordre des priorités par la communauté internationale.

Face à des chocs récurrents, qu'ils soient climatiques ou liés aux conflits, la résilience existe : les communautés qui en ont régulièrement fait l'expérience ont su les absorber et s'y adapter jusque dans une certaine mesure. Ils n'ont cependant pas été capables de transformer leurs moyens d'existence afin de minimiser ou éliminer ces risques. Une certitude demeure : quand ces deux formes de chocs – de climat et de conflit – coïncident, les communautés doivent mener une lutte acharnée, et auront besoin d'un temps considérablement plus long pour s'en remettre. La situation au Soudan du Sud mi-2015 le suggère, un tel concours de circonstances dramatiques pourra facilement se reproduire.

BIBLIOGRAPHIE

A

ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project). 2015. <http://www.acledata.com/data/>, Consulté le 02/07/2015. Raleigh, Clionadh, Andrew Linke, Håvard Hegre et Joakim Karlsen. 2010. Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data. *Journal of Peace Research* 47(5) 1-10.

Alinovi L., Hemrich G. et L. Russo. 2007. Addressing Food Insecurity in Fragile States: Case Studies from the Democratic Republic of the Congo, Somalia and Sudan. ESA Document de travail No. 07-21. Division de l'Économie du Développement Agricole. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Andrews A., Pritchett M. et M. Woolcock. 2012. Escaping Capability Traps through Problem-Driven Iterative Adaption (PDIA). Document de travail, RWP 12-036. Harvard : Kennedy School.

Andrews, M. 2013. *The Limits of Institutional Reform in Development*. Cambridge University Press.

B

Banque Mondiale. 2010. Sécurité alimentaire et conflit. Rapport sur le développement dans le monde 2011, Document d'information. Département de l'agriculture et du développement rural. Washington : Banque Mondiale.

Breisinger C., Ecker O. et J.F. Trinh Tan. 2015. Conflict and Food Security : How Do We Break the Links? Chapitre 7. Rapport sur les politiques alimentaires mondiales 2015. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI).

Breisinger C., Ecker O., Maystadt J-F., Trinh Tan J-F., Al-Riffai P., Bouzar K., Sma A. et M. Abdelgadir. 2014. How To Build Resilience to Conflict : The Role of Food Security. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Brinkman, H-J. et C.S. Hendrix. 2011. Food Insecurity and Violent Conflict: Causes, Consequences, and Addressing the Challenges. Document Hors-série No. 24. Rome : Programme alimentaire mondial.

D

D'Errico M., Kozłowska K. et D. Maxwell. 2014. Surveying livelihoods, service delivery and governance: baseline evidence from South Sudan. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail No. 21. Londres, Rome et Boston : Overseas Development Institute, FAO et Feinstein International Center.

De Waal, A. 2015. Armed Conflict and the Challenge of Famine : Is an End in Sight? *Global Hunger Index : The Challenge of Armed Conflict and Hunger, 2015*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

F

FSNMS R15. 2015. Food Security and Nutrition Monitoring System, Northern Bahr el Ghazal State, Round 15. Programme alimentaire mondial. Mars 2015

G

Gordon, R. 2014. In the eye of the storm : An analysis of internal conflict in South Sudan's Jonglei State. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail No. 11. Londres et Boston : Overseas Development Institute et Feinstein International Center.

I

Ignatieff, M. 1998. *The Warrior's Honor : Ethnic War and the Modern Conscience*. Londres. Chatto and Windus.

IPC TWG (Integrated Food Security Phase Classification Technical Working Group - Groupe de travail technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). 2015. Analyses de l'IPC pour le Soudan du Sud : actuelle (Avril 2015) et projections (Mai-Juillet 2015) et (Août-Sept 2015). Juba : Integrated Food Security Phase Classification Technical Working Group. <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/288396/>

J

Justino, P. 2009. The Impact of Armed Civil Conflict on Household Welfare and Policy Responses. MICROCON Document de travail 12. Brighton, MICROCON.

M

Maxwell D. et M. Santschi. 2014. From post-conflict recovery and state building to a renewed humanitarian emergency : A brief reflection on South Sudan. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail 1. Londres et Boston : Overseas Development Institute and Feinstein International Center.

Maxwell D., Gelsdorf K. et M. Santschi. 2012. Livelihoods, basic services and social protection in South Sudan. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail 1. Londres et Boston : Overseas Development Institute et Feinstein International Center.

Maxwell D., Santschi M. et R. Gordon. 2014. Looking back to look ahead ? Reviewing key lessons from Operation Lifeline Sudan and past humanitarian operations in South Sudan. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail 24. Londres et Boston : Overseas Development Institute et Feinstein International Center.

Maxwell D., Santschi M., Moro L., Gordon R. et P. Dau. 2015. Questions and Challenges Raised by a Large-Scale Humanitarian Operation in South Sudan. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail 33. Londres, Berne et Boston : Overseas Development Institute, Fondation Suisse pour la paix et Feinstein International Center.

Messer E. et M.J. Cohen. 2006. Conflict, Food Insecurity and Globalization. Food Consumption and Nutrition Division, FCND Document de travail 206. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Messer E., Cohen M.J. et T. Marchione. 2002. Conflict: A Cause and Effect of Hunger. Extrait de Environmental Change and Security Program Report, Volume 7, pp.1-20. Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars.

MOHDAM (Ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes). 2010. Cadre politique. Juba : Ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, Gouvernement du Soudan du Sud.

O

OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2015. UN OCHA Bulletin Humanitaire, Soudan du Sud, Rapport bihebdomadaire.

15 juillet 2015. https://docs.unocha.org/sites/dms/SouthSudan/2015_SouthSudan/South_Sudan_15_July_2015_Humanitarian_Bulletin_01.pdf

S

Santschi M., Moro L., Dau P., Gordon R. et D. Maxwell. 2014. Livelihoods, access to services and perceptions of governance: An analysis of Pibor county, South Sudan from the perspective of displaced people. Secure Livelihoods Research Consortium. Document de travail 23. Londres et Boston: Overseas Development Institute et Feinstein International Center.

Simmons, E. 2013. Harvesting Peace : Food Security, Conflict and Cooperation. Environmental Change and Security Program Report Vol. 14, Volume 3. Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars.

T

Teodosijevic, S.B. 2003. Armed Conflict and Food Security. ESA Document de travail No. 03-11. Division de l'Économie du Développement Agricole. Rome: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

IMPRESSION

Deutsche Welthungerhilfe e.V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de

Président et Secrétaire général:

Dr. Till Wahnbaeck

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net

Directeur exécutif : Dominic MacSorley

Auteurs :

Concern Worldwide :

Connell Foley, Directeur de la stratégie, du plaidoyer et de l'information.

Welthungerhilfe :

Andrea Duechting, Conseiller senior

Editeurs :

Olive Towey (Concern Worldwide), Masha Hamilton (Concern Worldwide US), Larissa Neubauer (Welthungerhilfe), Andrea Sonntag (Welthungerhilfe)

Mise en page :

muehlhausmoers corporate communications gmbh, Cologne

Crédits photo :

Couverture : Roland Brockmann/Welthungerhilfe, Personnes déplacées dans le camp de Bentiu, Soudan du Sud. Deux garçons montrent leur hélicoptère fait de boue, un objet fréquent lié aux hélicoptères de l'ONU survolant le camp quotidiennement, 2014.

Page 4 : Jens Grossmann/Welthungerhilfe Mopti, Mali. En raison d'un conflit armé en 2012, de nombreuses personnes ont du quitter leurs maisons et fuir vers les pays voisins ou dans d'autres régions du pays. Les deux femmes tentent de fournir un repas à leurs familles dans un camp provisoire de Mopti, 2012.

Portraits pages 5, 7, 11 : Rainer Schwenzfeier/Welthungerhilfe, 2015.

Page 14 : Crystal Wells/Concern Worldwide, Personnes attendant la distribution alimentaire sur un site de protection civile de l'ONU en périphérie de Juba, 2014.

Portraits des pages 15, 17, 19 : Connell Foley/Concern Worldwide, 2015.

Bonn/Dublin, Octobre 2015

Commentaires :

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de Welthungerhilfe, de Concern Worldwide et ACTED.



Impression :

Chevillon Imprimeur

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Membre de l'Alliance2015

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Membre de l'Alliance2015

ACTED

33, rue Godot de Mauroy,
Paris, France
Tel. +33 1 42 65 61 26
www.acted.org
Membre de l'Alliance2015